

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 28 juin 2010

DÉLIBÉRATION n° 2010-038

Nombre de membres
au Conseil municipal : 29
en exercice : 29
qui ont pris part à la
délibération : 27
Date de convocation :
22 juin 2010

L'an deux mille dix, le 28 juin à 19h00, le Conseil municipal s'est réuni en séance publique à la mairie de Saint-Martin-le-Vinoux salle du Conseil municipal, sous la présidence du Maire Yannik OLLIVIER.

Présent(e)s : Yannik OLLIVIER, Maurice RAGOT, Luc MOREAU, Catherine LE BAS, Joaquin TORRES, Pierre TERRAES, Mireille PERINEL, Angèle ABBATTISTA, Hervé POTHIER-DENIS, Gérard GROSSE, Annick GAILLARD, Christine TULIPE, Michelle LAPRESA, Patricia OBEID, Christian GROS, Stéphanie COLPIN, Kamel BOUZERARA Isabelle GULGLIELMO, Chantal BREBION, André CONVERT, François TOURATIER, Florence LOMBARD, Jean-Marc BRUEL.

Excusé(e)s : M Jérôme MAGNIN qui a donné pouvoir à Mme Catherine LE BAS, M Frédéric CALVO qui a donné pouvoir à M Yannik OLLIVIER, M Yves PICHON qui a donné pouvoir à Mme Mireille PERINEL, Mlle Sophie FAUCON-BIGUET qui a donné pouvoir à M Luc MOREAU

Absente : Mme Houria LATRECHE, Mme Maud BLANCHARD

Conformément à la loi du 5 avril 1884, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Florence LOMBARD a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Rapporteur : Christian GROS

Objet : PATRIMOINE - URBANISME – Dépassement du Coefficient d'Occupation des sols au profit de bâtiments à haute performance énergétique.

Monsieur Christian GROS rappelle les engagements pris par l'équipe municipale en faveur de la promotion des actions de développement durable et de protection de l'environnement.

Il rappelle que les constructions sont une aussi source importante d'émission de gaz à effet de serre. En effet, la consommation d'énergie liée à l'utilisation et à l'exploitation des bâtiments représente aujourd'hui 43% de la consommation française et 25% des émissions de gaz à effet de serre ; cette consommation n'a cessé de croître (1,4% par an en moyenne depuis 10 ans). Ce secteur est la principale cible des politiques de maîtrise des consommations d'énergie et constitue un enjeu majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Monsieur GROS indique que le loi du 13 juillet 2005 sur les orientations de la politique énergétique a introduit dans le code de l'urbanisme la possibilité d'un dépassement du COS dans la limite de 20% au profit des bâtiments lorsque ceux-ci remplissent des critères de haute performance énergétique ou comportent des équipements de production d'énergie renouvelable.

Il précise que si un PLU peut contenir des dispositions relatives à l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétiques des constructions neuves, ces dispositions n'ont qu'une valeur de recommandation et ne sauraient être imposées à un constructeur lors de la délivrance d'une autorisation d'urbanisme.

Monsieur GROS précise que l'article L.128-1 du Code de l'urbanisme autorise donc un bonus de densité en faveur des économies d'énergie et de la production d'énergie renouvelable dans la limite de 20% mais toujours sous réserve du respect des autres règles fixées au PLU.

Il indique également que les niveaux de performance à atteindre pour en bénéficier ont été définis dans l'arrêté du 08 mai 2007 (ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer), les critères diffèrent suivant le type de construction, neuve ou existante.

Le Code de la Construction et de l'Habitation précise dans son article R.111-21 la procédure pour demander ce dépassement de COS (à l'occasion d'une demande de permis de construire).

Monsieur GROS précise qu'il est à la charge du demandeur de prouver que son projet respecte les critères de performances requis en présentant à l'appui de sa demande d'autorisation de construire un document établi par un organisme habilité à délivrer le label « haute performance énergétique » attestant que le projet de construction respecte bien les critères de performance requis.

Il rappelle que cette mesure ne concerne donc uniquement les secteurs dotés d'un coefficient d'occupation des sols au PLU soit essentiellement le territoire haut de la commune pour lequel est autorisée la construction d'habitations individuelles (zone uB et zone AV indicée).

Le rapporteur entendu,
le Conseil municipal, après avoir délibéré :

- AUTORISE sur les secteurs de la commune où un coefficient d'occupation des sols a été défini, le dépassement de COS dans la limite de 20% en application de l'article L.128-1 du code de l'urbanisme, et ce dans le respect des autres règles du PLU.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

La présente délibération ne sera exécutoire qu'après l'accomplissement des mesures de publicité et son dépôt en Préfecture.

VOTE : A L'UNANIMITE

Pour extrait certifié conforme
au registre des délibérations,
le 29 juin 2010

Acte certifié exécutoire depuis son
dépôt à la préfecture et sa publication

Le Maire

Yannik OLLIVIER